



Luc Frieden président le Chambre de commerce la semaine passée (à gauche), Luc Frieden patron de l'opposition (CSV) en matière économique en 2014 face au ministre des Finances Pierre Gramegna (DP, au milieu) et Luc Frieden ministre des Finances en 2010

Project for a New Luxembourgish Century

Les patrons étalent leur force de frappe avec la crise du Covid-19 et la relance économique qui doit lui succéder

Pierre Sorlut

Born again « Der Frieden-Plan », titre le *Wort* jeudi 16 juillet. La veille, le président de la Chambre de commerce a présenté la stratégie de relance concoctée par le département des affaires économiques de l'organisation patronale. La retransmission en ligne donne une impression de nouveauté. Par le médium déjà, mais aussi parce que les intervenants campent devant un décor siglé Chamber of Commerce, housoftraining.lu, houseofentrepreneurship.lu et houseofstartups, dans la nouvelle identité visuelle de l'institution qui souffle cette année ses 179 bougies. Le *banner* fait illusion. Derrière, demeure le contreplaqué maronassé de la salle de conférence du sous-sol. Devant, le *line up* est composé de têtes plus que familières. Luc Frieden, 56 ans (seulement, a-t-on envie de préciser vu sa longévité sur scène) s'entoure de Carlo Thelen (49 ans), directeur général de l'institution, et de Laurent Schoncker, son vice-président (62 ans) plus connu dans ses fonctions d'administrateur délégué des supermarchés Cactus.

Le dicton culinaire « c'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes » n'a pas d'équivalence en économie

Parmi « les pistes pour aider notre gouvernement » dégagées par l'organisation patronale et outre le travail sur les axes de la digitalisation (de l'administration notamment) et de la durabilité de l'économie (le rapport sur la Troisième révolution industrielle de Jeremy Rifkin, instigé par l'ancien ministre de l'Économie Etienne Schneider, LSAP, et financé par la Chambre de commerce), ressort la nécessité d'investir dans une logique cyclique d'investissement. La puissance publique doit dépenser plus en conjoncture délicate, mettre de côté quand ça va mieux. L'innovation, notamment énergétique, requiert de l'argent. Mais Luc Frieden préconise surtout d'investir dans un cadre attractif, quitte à sacrifier des recettes fiscales pour attirer des sociétés qui, à terme, par l'emploi (si possible qualifié) généreront davantage de recettes encore. La rengaine de la baisse du taux d'imposition nominal est évidemment ressortie. D'autres niches sont évoquées dans le rapport. Les fonds d'investissement misant sur le durable devraient jouir d'une taxe d'abonnement alléguée. Le régime des stock-options doit être modernisé. Il servirait notamment pour faire venir les managers de fonds alternatifs londoniens grassement payés (via une délocalisation partielle de leur *package salarial*). Notons en outre que la Chambre de commerce demande la transparence de la vie publique alors que l'institution fait mystère depuis des années de son magot caché, le Fonds pour la péréquation conjoncturelle et le Fonds pour la promotion de l'intérêt économique, qualifié de « *Apel fir den Dauscht* » par l'ancien président Michel Wurth. Il est évalué à plus de 110 millions d'euros (*Land*, 13.10.2017). Des ressortissants laissent entendre qu'ils ont soif.

ayant pour objectif de soutenir les entreprises par des dépenses publiques supplémentaires. Le budget 2011 est caractérisé par une forte discipline budgétaire, car nous avons tenu à avoir une bonne maîtrise des dépenses », explique-t-il dans un entretien à *Paperjam* il y a dix ans. La doctrine s'apparente au néo-conservatisme bâti sur les cendres du libéralisme-social (qui place lui les interactions humaines au centre de ses considérations) et dont le *think tank* fondateur avait été baptisé Project for a New American Century. Dans la perspective de Luc Frieden, la bonne marche des entreprises conduirait automatiquement au bien-être des individus... s'il fallait encore le considérer, puisque des institutions paritaires permettent la rencontre des intérêts patronaux avec ceux des salariés. La logique tient pour partie à la structure même de la Chambre de commerce, née de la révolution industrielle au service de ses protagonistes, comme l'Arbed, et des pourvoyeurs de capitaux pour les faire tourner.

Au cours des décennies et au fil des crises, des grands industriels locaux ont, parallèlement à l'émergence du dialogue social, réussi à fédérer les intérêts du patronat. « Joseph Kinsch et Michel Wurth (présidents de 1993 à 2004 pour le premier de 2004 à 2019 pour le second, ndlr) ont structuré la Chambre de commerce avec l'ADN de l'Arbed (dont ils sont les cadres historiques), avec une vraie vision », explique le président de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) Nicolas Buck. Ces « structures de multinationales » ont permis de faire converger les intérêts de la masse *profitifère* des sociétés commerciales vers l'étroit canal de l'UEL (largement financée par la Chambre de commerce qui, elle, tient son pactole de contributions imposées par la loi aux sociétés), lobby officiel du patronat qui réunit en son comité exécutif six fédérations et deux chambres et où les positions sont alignées. Si bien que deux personnes seules, Nicolas Buck et Jean-Paul Olinger, représentaient toutes les entreprises luxembourgeoises le 3 juillet dernier lors de la dernière réunion tripartite, face à l'armada gouvernementale et syndicale (OGBL, LCGB, CGFP).

Il s'agissait là de la première tripartite depuis 2010. En 2012-2013, à l'approche des élections et voyant

que le gouvernement Juncker, dont Luc Frieden faisait partie, « n'achetait » plus trop ses propositions, la Chambre de commerce, alors dirigée par Pierre Gramegna (DP), a lancé l'initiative 2030. *lu - Ambitions pour le futur*. Des chefs d'entreprises et des représentants de la sociétés civiles ont dès le printemps 2013 formulé des propositions novatrices (et résolument tournées sur les questions de société), au nombre de 355, et généré un débat en vue des élections. Bien que celles-ci ont été anticipées, la Chambre de commerce a constaté via le *post mortem* de l'opération que les suggestions avaient été entendues des partis, notamment des libéraux qui ont mené l'alliance vers l'alternance. L'organisation patronale a décidé d'institutionnaliser la force de proposition en créant la fondation Idea. « On n'a pas du tout d'articulation idéologique », nous explique mardi son directeur Muriel Bouchet en les locaux de l'institution qui la finance et l'héberge. Cet ancien banquier central (à Bruxelles, à Francfort puis à Luxembourg), 53 ans, coordonne un *arpage* de six économistes aux profils variés. L'assemblage vise à casser les silos, les codes. Lui-même est revenu depuis son arrivée chez Idea sur la position dogmatique du banquier central de l'annulation de la dette (pour autant qu'elle soit circonscrite et exceptionnelle) : un point de non-retour pour tout orthodoxe qui voit là (dans ce que d'aucuns désignent comme de l'argent hélicoptère jeté depuis les nuages sur les agents qui doivent le dépenser et contourner la congestion du canal de transmission monétaire) une potentielle rupture de confiance en la monnaie. « Imposer trente années d'austérité, je me pose des questions », conclut le spécialiste des questions monétaires derrière ses petites lunettes et ses froncements de sourcils. Via une contribution à la fondation qu'il a portée sur les fonds baptismaux, Michel Wurth, figure emblématique de l'industrie nationale, ministre de la rue de la Congrégation en 2013, ancien président de la Chambre et administrateur de la Banque centrale du Luxembourg, voit aussi dans cette transgression du dogme une alternative possible afin de stopper la spirale de l'endettement.

OK Boomer Idea crèche à la Chambre de commerce, mais la jeune fondation torse la canne de la vieille dame, prudente et pleine de modé-

ration. Si bien que sur son blog (l'une de ses innombrables productions) en juin, l'un de ses économistes phares Michel-Edouard Ruben dit exactement le contraire que ce que préche le président de l'institution. L'agitateur de la pensée économique locale craint ainsi que l'État se persuade de ne pas s'éloigner de la limite d'endettement « définie à une époque où une pandémie n'était pas un risque pris en compte » et que les ménages, à la vue de ce « tournant austéritaire », décident de reporter la consommation et d'enclencher un cycle de récession. « Le Luxembourg dispose d'assez de marges de manœuvre pour fournir sans hésitation une orientation prospective à la politique budgétaire qui dirait que tout ce qui sera nécessaire sera fait pour que l'économie ne s'éloigne pas du plein-emploi et que le niveau de dette publique n'est pas un obstacle sur ce chemin », écrit l'économiste. Le dicton culinaire « c'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes » n'a pas d'équivalence en économie.

À la machine de guerre Chambre de commerce et à ses 150 pages de plan de relance, la « gauche » (par essence potentiellement plus idéologisée) la et la fondation Robert Krieps opposent ses sept feuillets rédigés par quatre bonnes âmes qui voient en cette sortie de crise une opportunité unique d'organiser un Luxembourg « plus durable et plus juste »... mais l'inventaire de quinze revendications « à la Miss monde » manque de profondeur, faute de moyens. Ben Fayot (président de la Fondation Robert Krieps dresse un constat amer : « Face à cette machine-là, les autres tendances et écoles de pensée sont très faibles ». La gauche, le monde salarié (qui a pour tant sa Chambre depuis 1924), ne parvient à nourrir un débat économique... d'autant plus que la fondation Idea brouille les lignes entre libéralisme et progressisme égalitaire.

Mais à quoi bon un débat économique ? Nicolas Buck s'avoue assez fataliste. « La politique n'achète pas les grands concepts, mais plutôt les recettes pratiques ». Il prend pour référence la possibilité offerte la semaine passée à qui aurait besoin, pour raisons professionnelles ou touristiques, de se faire tester... alors que l'éventualité était exclue par l'exécutif trois jours plus tôt. Elle a été poussée par les organisations patronales. La crise a favorisé le rapprochement entre les représentants patronaux et le gouvernement, demandeur d'exemples pratiques. D'aucuns comme Ben Fayot, figure tutélaire du LSAP, déplore que « les partis sont devenus des machines électorales, au service de personnalités qui essaient de développer leur carrière. Les idées suivent plus ou moins, mais le plus souvent pas du tout », assène-t-il. La Chambre de commerce se content de livrer du politiquement vendable. Le ministre des Finances considère que l'accord de coalition ou le plan Néistart, dont la loi sur le fonds de relance (très utile pour assurer la survie des entreprises à court terme) a été voté mercredi, colle aux revendications de l'organisation patronale. Un certain manque d'ambition prévaut, regrette une partie du monde entrepreneurial. Les mêmes personnes prêtent par ailleurs au président de la Chambre de commerce, qui a récolté l'inégalité des questions adressées par les journalistes lors de la conférence de presse de la semaine passée, des ambitions pour les élections de 2023. Contacté, Luc Frieden laisse planer le mystère.



Les économistes de la fondation Idea en 2016, avec Muriel Bouchet (directeur) au second rang

L'impression de déjà-vu domine. Le président joue le *remake* de toutes ses interventions publiques ou presque depuis le début de la crise du Covid-19. « Toutes les crises sont différentes, mais on apprend des crises précédentes. » Luc Frieden avait, lorsqu'il était ministre des Finances (CSV) lors de la crise des *subprimes* en 2008, participé au sauvetage des banques locales, Fortis-BGL et Dexia-Bil. L'intéressé en tire une certaine fierté. Il représente aujourd'hui le secteur financier via son mandat de président de la Bil, aujourd'hui Sino-luxembourgeoise. Les actionnaires (Legend Holdings pour 90 pour cent et l'État pour dix) ont reconduit son mandat pour quatre ans fin avril. Il peut tenir jusqu'en 2024 dans l'institution patronale au croisement des rues Erasme et Alcide de Gasperi.

Le plan de relance concocté par les services de Carlo Thelen remet au goût du jour bon nombre de préceptes déjà introduits ces dernières années. S'y greffe l'idée d'une *Medical Valley* basée sur la présence d'entreprises du *Health tech* et d'un hub logistique. « C'est vouloir créer un complexe militaro-industriel après une guerre », persifle un interlocuteur. L'idée n'est pourtant pas si saugrenue si l'on considère les avertissements quant à la répétition de crises sanitaires (dans le monde de la théorie académique, les réalistes envisagent les relations internationales comme un état de guerre perpétuelle ponctuée d'épisodes de paix... ce qui justifierait l'investissement dans une armée ou, en l'espèce, une industrie de la santé). La crise tempère les idéologies de l'impossible, dont les entrepreneurs soupçonnent la prégnance dans le secteur public. Le confinement et la translation forcée à la vie digitale ont démontré la faisabilité de l'*e-gouvernement*. Mais le plan, introduit par Luc Frieden, prend une forte dimension financière, « le pilier de notre économie ». Selon ses statuts, la direction de la Chambre de commerce doit servir l'intérêt de l'ensemble de ses ressortissants, c'est-à-dire toutes les entreprises commerciales à l'exception de l'artisanat et de l'agriculture, soit 80 pour cent du PIB. Mais, formation oblige, le maître de cérémonie glisse vers son domaine de compétence. Sa nomination à la tête de la Chambre de commerce en 2019 matérialise le premier basculement de son centre de gravité, de la sidérurgie vers les services financiers.

Néo-Cons La crise économique décomble les tenants de la moindre dépense sociale. D'autant que le faste de ces dernières années, avec notamment l'amélioration du congé parental et l'instauration d'un jour férié supplémentaire, a passablement chauffé les oreilles du patronat. Parallèlement, Luc Frieden propose une certaine rigueur budgétaire, assez fidèle à son credo et à celui de l'organisation patronale qu'il représente, il préconise une maîtrise de l'endettement public via « une limitation des dépenses courantes ». Rappelons que l'ancien ministre noue une amitié personnelle avec son homologue allemand d'alors Wolfgang Schäuble (aujourd'hui président du Bundestag), pope de l'orthodoxie budgétaire, avec qui il a fait imposer à la Grèce un plan d'austérité en 2010. En revanche, en politicien expérimenté, Luc Frieden n'utilise pas le terme d'austérité quand il impose des mesures de rigueur. « Il n'y a jamais eu de budget d'austérité au Luxembourg, car en 2009 et en 2010, nous avons présenté un budget